



T-MAG

« LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ PAR APL-RDC »

Octobre 2025



T-Mag est le diminutif du Tambour Magazine. Il rappelle le son du tambour dans la culture africaine : un appel, une alerte, une célébration.

Ici, chaque témoignage, chaque doléance, chaque opinion est un coup de tambour qu'on fait résonner loin pour réveiller les consciences, rassembler les énergies et transmettre des messages.

I. ACTU APL-RDC

1.1. Qui sommes-nous ?

Action for Peace and Liberty (APL-RDC) est un think tank congolais indépendant, à but non lucratif. Notre mission est claire : promouvoir les libertés individuelles et économiques et contribuer à la construction d'une paix durable en République Démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

À travers nos études, analyses et propositions concrètes, nous influençons les politiques publiques et les initiatives de développement local, pour une société plus stable, plus prospère et plus juste.

1.2. Collaboration APL-RDC avec Talk to Loop

Dans une collaboration avec Talk to Loop qui est une plateforme numérique indépendante et sécurisée qui permet aux communautés de partager librement leurs besoins, alertes et témoignages.

Grâce à Loop, nous recueillons et modérons en toute confidentialité des retours directs du terrain, notamment dans des zones touchées par les conflits.

Ce partenariat nous aide à amplifier la voix citoyenne, à renforcer la transparence et à orienter nos actions de plaidoyer en faveur des plus vulnérables.

1.3. Activités de terrain

En plus de son rôle de centre d'idées, APL-RDC agit concrètement à travers divers programmes sur le terrain :

- Consolidation de la paix communautaire ;
- Lutte contre les violences sexistes ;
- Promotion de l'entrepreneuriat pour la prospérité ;
- Projets humanitaires dans des zones à forts besoins ;
- Plaidoyer et sensibilisation pour l'accès équitable aux droits et aux opportunités.

Notre ambition est d'ancrer chaque projet dans la réalité des communautés, grâce aux retours collectés via Loop et à notre réseau d'équipes et de bénévoles.

II. ÉDITO

Dans un pays aussi vaste et vibrant que la République démocratique du Congo, chaque voix est un tambour. Un coup sourd qui alerte. Un rythme qui rassemble. Une pulsation qui témoigne. À travers les 163 retours communautaires collectés en octobre, la révélation est que les Congolais et Congolaises ne sont pas silencieux. Ils parlent, ils signalent, ils interpellent. Ils espèrent. Et ils attendent que leurs voix ne se perdent plus dans le bruit du monde, mais qu'elles résonnent avec force, qu'elles soient entendues, comprises et transformées en actions.

Ce numéro de T-Mag (Tambour Magazine) naît de cette conviction : lorsque les citoyens parlent, le pays respire. Lorsque leurs doléances franchissent les collines, les routes détruites, les fleuves et les camps de déplacés pour atteindre un espace public, elles deviennent un acte de résistance. Car donner son opinion, exprimer une inquiétude, formuler une demande ou simplement dire merci, c'est déjà participer à la construction d'un Congo plus juste, plus humain et plus inclusif.

Les retours que nous analysons sont des émotions, des luttes, des rêves parfois fragiles, souvent tenaces. Ils révèlent un pays fracturé par les crises, mais inlassablement debout. Un pays où l'école reste un espoir que rien ne devrait interrompre. Où les moyens de subsistance, l'eau potable, l'alimentation et la dignité quotidienne ne devraient être ni un luxe ni une loterie géographique. Un pays où la jeunesse, qui représente la majorité des voix reçues, continue de frapper sur le tambour avec insistance, réclamant son espace, son avenir, sa place au centre des décisions.

Ce magazine se veut aussi un pont. Un espace de connexion entre les communautés, les acteurs humanitaires, les autorités locales, les organisations civiles et les citoyens engagés. Un lieu où les préoccupations deviennent des pistes, où les besoins deviennent des priorités, où les témoignages deviennent des leviers d'action.

Chaque retour reçu est une histoire, et chaque histoire mérite de devenir une force collective.

Que ce magazine soit donc un tambour :

- qui alerte sur les injustices et les souffrances encore trop présentes ;
- qui appelle à l'unité et à la responsabilité partagée ;
- qui célèbre les avancées, les innovations et les résiliences qui émergent malgré tout ;
- qui réveille, rassemble et inspire.

À vous qui nous lisez : ceci est votre espace d'action.

À vous qui avez contribué par vos retours : ceci est votre voix amplifiée.

À vous qui œuvrez sur le terrain : ceci est la preuve que vos efforts comptent.

***Bienvenue dans T-Mag, là où les voix deviennent des tambours,
et où chaque battement participe à écrire le Congo de demain.***

III. Mode d'emploi : Participez via Loop

- Votre voix compte !

Chaque problème signalé est une chance de le résoudre. Chaque retour d'information est une preuve que personne ne reste invisible. Grâce à Talk to Loop, vous pouvez, à tout moment, faire entendre vos besoins, vos doléances ou vos propositions, de manière simple et totalement confidentielle. Votre rétroaction est anonyme, mais son impact est bien réel.

Voici comment faire :

Étape 1 : Rendez-vous sur le site web Talk to Loop.

A screenshot of a Google search on a mobile device. The search bar contains 'talk to loop'. Below the search bar, the results are displayed. The first result is 'Talk to Loop' with the URL 'https://talktoloop.org'. It is highlighted with a red box. Below this, there is a link to 'About Us' and a link to 'Talk to Loop' from ReliefWeb. At the bottom, there is a link to 'Autres questions' from www.liberty.org.

15:56

LTE

talktoloop.org

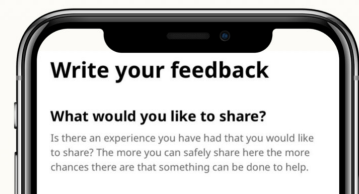
talktoloop



— un organisme indépendant, multidirectionnel, accessible et à long terme —

Plateforme de feedback et de reporting

Nous gérons la collecte de données, vous les transformez en actions impactantes.



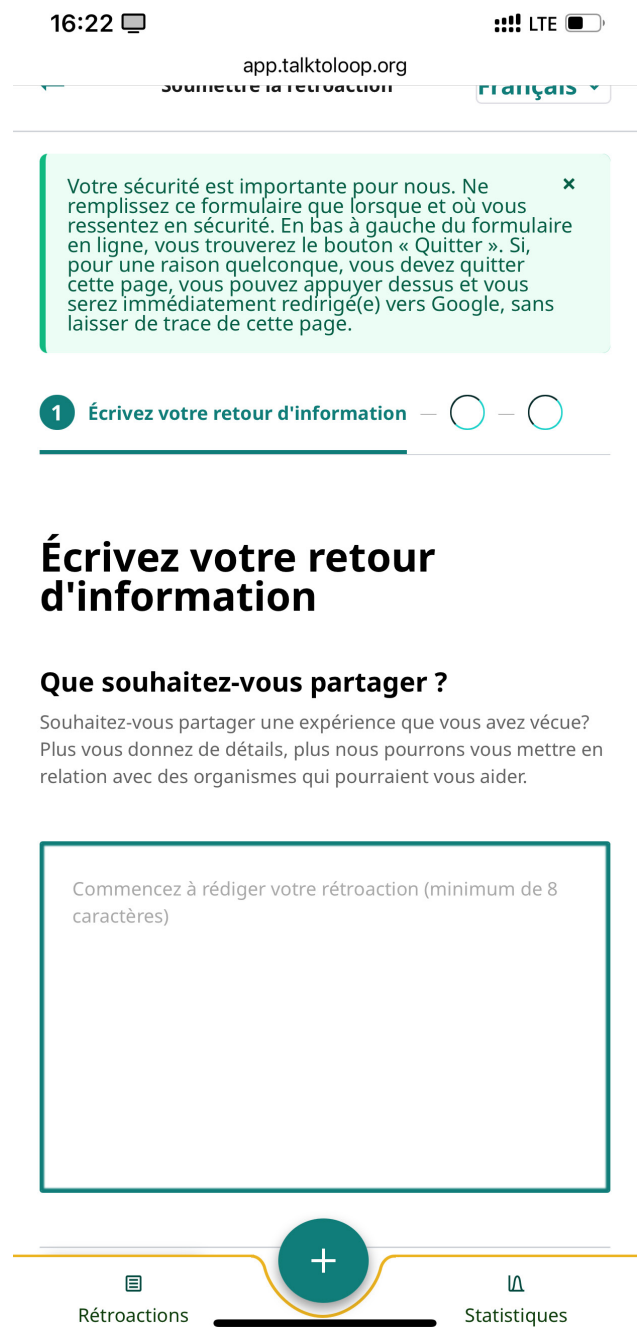
Étape 2 : En haut à droite de votre écran, cliquez sur « Utilisez maintenant ».

A screenshot of the Talk to Loop website navigation menu. The menu is a vertical list of links: 'Maison', 'Caractéristiques', 'À propos de nous', 'Ressources', and 'Blog'. At the bottom, there is a large button labeled 'UTILISER MAINTENANT' and a smaller button labeled 'Plaintes'. A red arrow points from the 'UTILISER MAINTENANT' button in the navigation menu to the 'UTILISER MAINTENANT' button in the main content area.

05

Étape 3 : Cliquez sur « Nouvelle rétroaction » pour commencer.

Étape 4 : Remplissez le petit formulaire en décrivant votre situation ou votre besoin, puis envoyez.



Nous nous engageons à analyser chaque retour pour faire entendre votre voix là où elle compte vraiment.

IV. Analyse, discussion et interprétation des résultats des retours (octobre : 163 feedbacks)

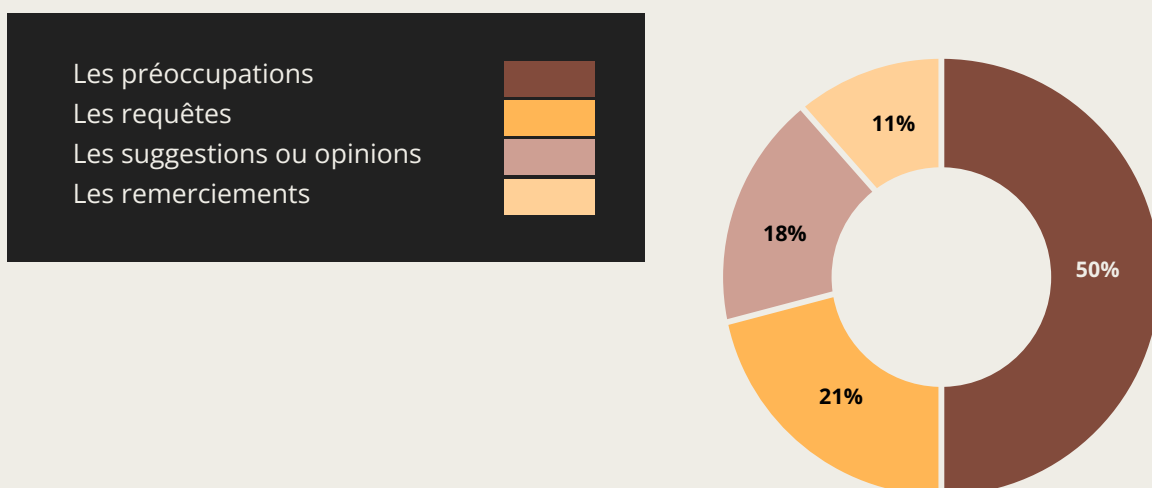
L'analyse des 187 retours reçus au cours du mois d'octobre révèle une dynamique sociale particulièrement riche, donnant un aperçu clair des préoccupations, attentes et voix citoyennes qui se manifestent à travers les différents canaux. Ces retours représentent une forme de pulsation collective, un tambour social qui exprime des réalités parfois lourdes, parfois porteuses d'espoir, mais toujours profondes. Dans le contexte congolais marqué par la fragilité des services sociaux, l'insécurité chronique, l'instabilité politique et les inégalités territoriales, cette base de données constitue un miroir éloquent des frustrations comme des aspirations de la population.

1. Typologie des retours

Selon les données, les préoccupations constituent 50% de l'ensemble des 187 retours, faisant de cette catégorie la plus dominante. Cette prépondérance traduit une réalité bien connue au Congo : les citoyens vivent dans un écosystème où les défis quotidiens sont nombreux, insécurité persistante, difficultés d'accès aux services publics, manque d'eau ou d'électricité, chômage, ou encore tensions économiques. Ce pourcentage montre qu'une majorité des gens utilisent la plateforme comme un espace où exprimer leurs inquiétudes face à des situations souvent bloquées au niveau institutionnel.

Les requêtes (21%) arrivent en deuxième position. Elles montrent non seulement une volonté de changement, mais également la confiance que les citoyens placent dans les mécanismes participatifs pour être entendus. Une requête est un appel à l'action, un tambour au rythme rapide, qui demande une intervention concrète.

Les suggestions ou opinions (18%) constituent un autre aspect crucial : elles traduisent la volonté citoyenne d'être force de proposition. Dans un pays où les mécanismes de co-construction des politiques publiques restent limités, cette proportion montre un potentiel participatif important. Les messages de remerciements (11%) ne doivent pas être négligés. Ils témoignent d'une forme de reconnaissance envers les acteurs ou les interventions locales qui ont apporté une solution ou un soulagement. Dans le climat congolais où la confiance envers les institutions est souvent mise à mal, ces 11% représentent des signaux positifs et encourageants.



2. Tranche d'âge

L'analyse des retours en fonction de l'âge montre une configuration très caractéristique du contexte congolais : la jeunesse constitue la force principale de l'expression citoyenne. La catégorie des 30 ans écrase largement les autres tranches d'âge, représentant de loin le groupe le plus actif parmi les 187 retours recueillis au mois d'octobre.

Cette tendance n'a rien d'anodin. Elle révèle d'abord une réalité démographique, la RDC est l'un des pays les plus jeunes d'Afrique, avec plus de 70 % de sa population âgée de moins de 30 ans. La forte présence des trentenaires dans les retours s'explique par le fait qu'ils incarnent une génération charnière, assez jeune pour maîtriser les outils numériques et suffisamment mûre pour ressentir avec acuité les enjeux socio-économiques du pays : emploi, logement, sécurité, accès aux services sociaux, et perspectives d'avenir.

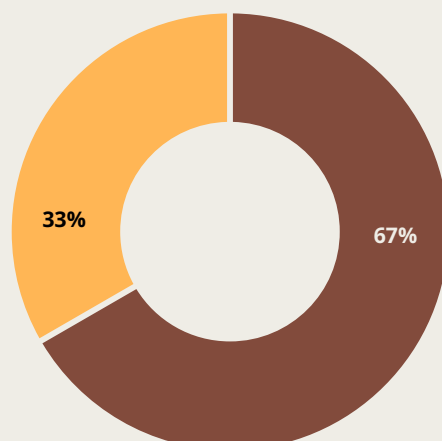
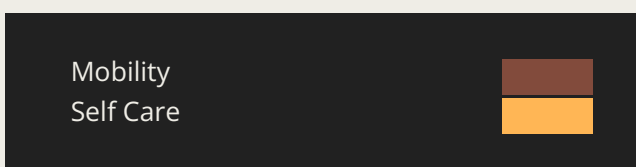
La deuxième tranche la plus représentée est celle des 18 ans. Leur participation importante témoigne d'une jeunesse qui refuse de rester spectatrice face aux difficultés du pays. Pour eux, chaque retour partagé est un acte citoyen et un signal. La jeune génération veut être partie prenante, veut influencer les décisions, veut secouer les structures figées. Leur engagement montre qu'ils perçoivent désormais les plateformes participatives comme un espace légitime d'expression et de revendication.

À l'opposé, la tranche des 60 ans et plus est très peu représentée. Ce faible taux reflète plusieurs réalités structurelles :

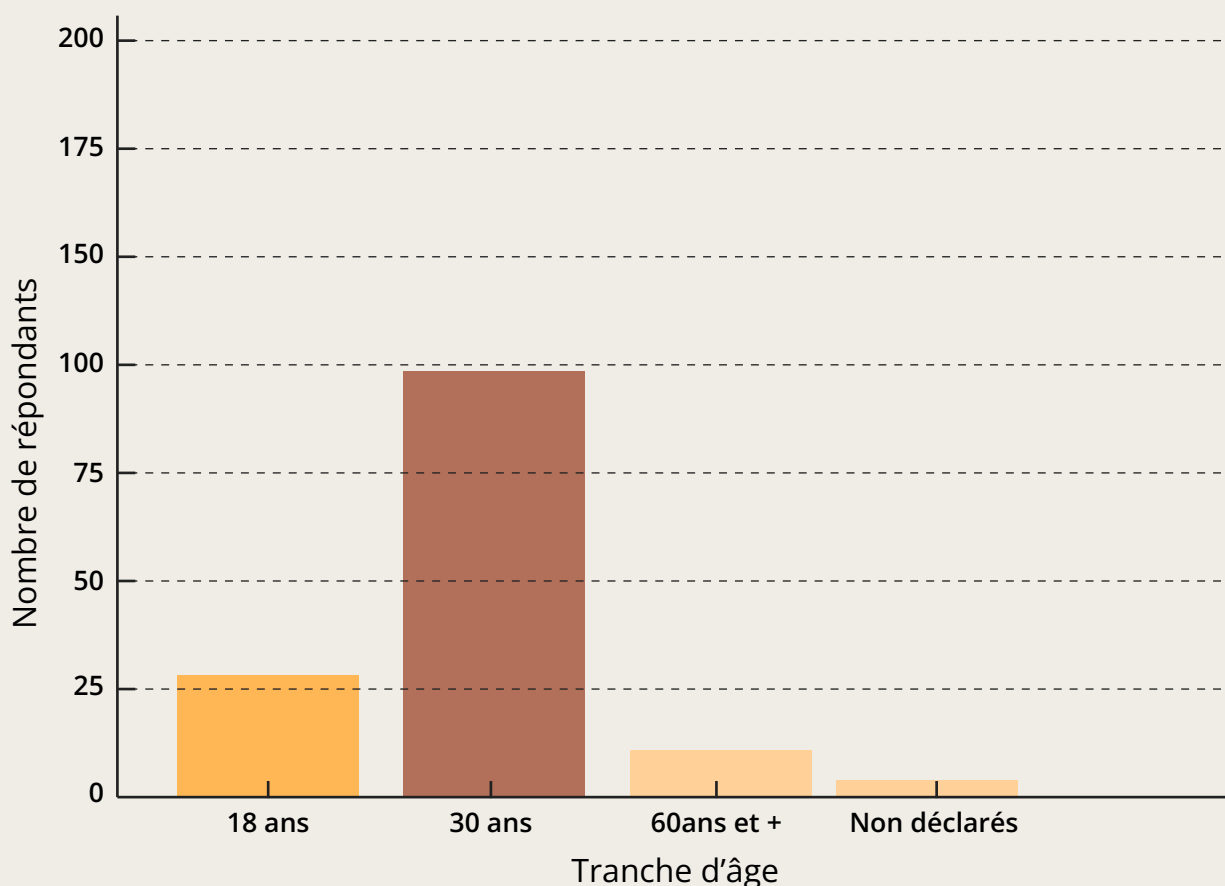
- un accès limité aux technologies,
- une moindre familiarité avec les plateformes numériques,
- et parfois une culture de prise de parole publique moins développée dans les générations plus âgées.

Cela ne signifie pas que les personnes âgées n'ont pas d'opinions ou de besoins ; cela indique plutôt que leurs voix risquent d'être sous-représentées dans les mécanismes numériques actuels. En conséquence, il est crucial que des stratégies de collecte alternatives, visites communautaires, radios locales, relais de proximité complètent les outils digitaux afin de capturer une image plus complète de l'opinion publique.

bien que faible, dernière catégorie attire l'attention. Elle montre que certaines personnes préfèrent ne pas indiquer leur âge. Dans le contexte congolais, cette hésitation peut être liée à la méfiance, au manque de confiance envers les systèmes de collecte, ou simplement au refus de partage d'informations personnelles. Cette portion, même mince, est un indicateur de l'importance de sensibiliser davantage les utilisateurs sur la sécurité et la confidentialité des données.

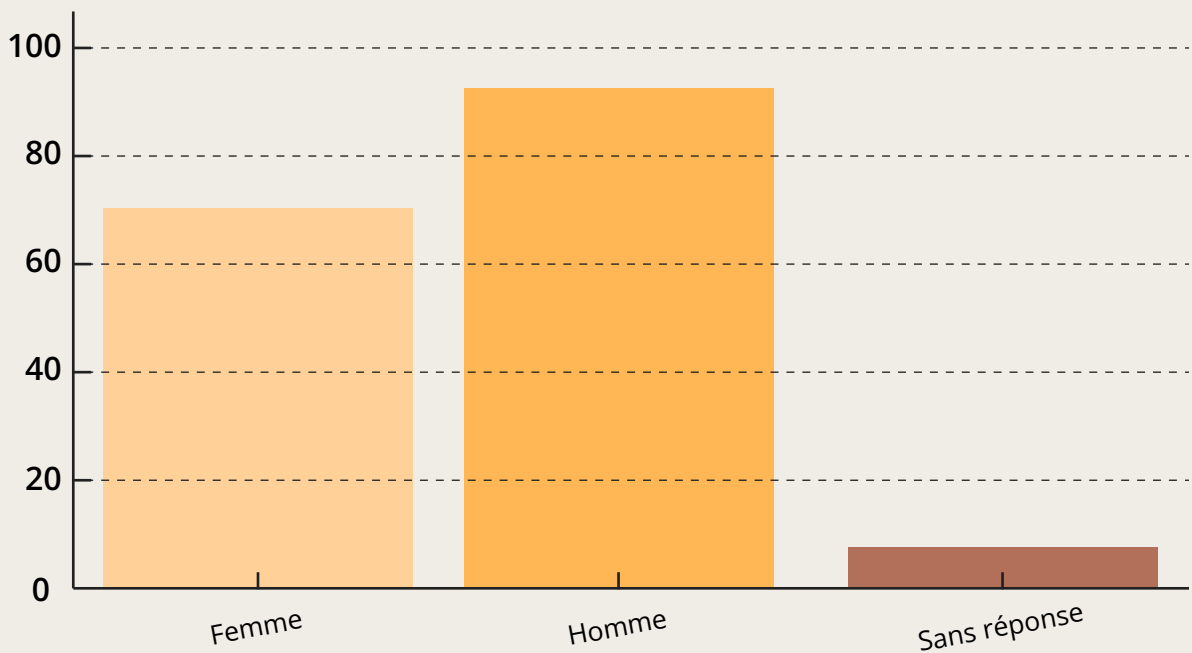


* Profil par âge



3. Genres

La première lecture des données montre une répartition genrée des feedbacks, où les hommes sont majoritaires avec environ quatre-vingt-dix retours, suivis des femmes avec près de soixante-dix réponses, tandis qu'une part marginale des auteurs n'a pas déclaré son genre. Ce constat met en évidence une participation plus importante des hommes, probablement liée à une plus grande légitimité perçue pour s'exprimer ou à leur exposition plus fréquente aux espaces de dialogue. Cependant, la proportion féminine reste notable, indiquant un accès réel des femmes aux mécanismes de rétroaction, même si un écart demeure. Ce déséquilibre pose déjà une question de redevabilité inclusive : si certaines thématiques concernent plus particulièrement les femmes, le risque existe que leur voix ne soit pas suffisamment représentée dans les décisions et les réponses programmatiques.



Une analyse détaillée des données par thématiques révèle clairement les priorités et frustrations exprimées par les communautés. Le domaine de la gouvernance se distingue nettement avec 73 retours, dont 50 expriment des préoccupations directes. Une telle concentration de critiques montre que la gouvernance demeure au cœur des insatisfactions communautaires, qu'il s'agisse de manque de transparence, d'inégalités dans la distribution de l'aide ou d'absence de clarté dans la prise de décision. Ce signal ne peut être ignoré : il traduit une attente en matière de redevabilité, de communication institutionnelle et de gestion équitable des ressources. Il indique aussi que les mécanismes de gouvernance humanitaire et publique ne répondent pas encore aux exigences de clarté et de justice perçues comme essentielles par les populations.

Les moyens d'existence et l'éducation constituent la deuxième dynamique majeure, avec respectivement 37 et 28 retours. Dans ces deux secteurs, les demandes d'assistance sont particulièrement nombreuses, traduisant des besoins immédiats et non satisfaits. Les communautés soulignent ici non seulement l'urgence de soutenir les revenus des ménages, mais aussi la nécessité de garantir la continuité éducative dans un contexte marqué par l'instabilité et les crises récurrentes. La santé, qui enregistre également 28 retours, présente une répartition équilibrée entre préoccupations, demandes d'appui et suggestions, ce qui montre à la fois la persistance des difficultés d'accès aux soins et une mobilisation des populations soucieuses de voir les services de santé améliorer leur qualité.

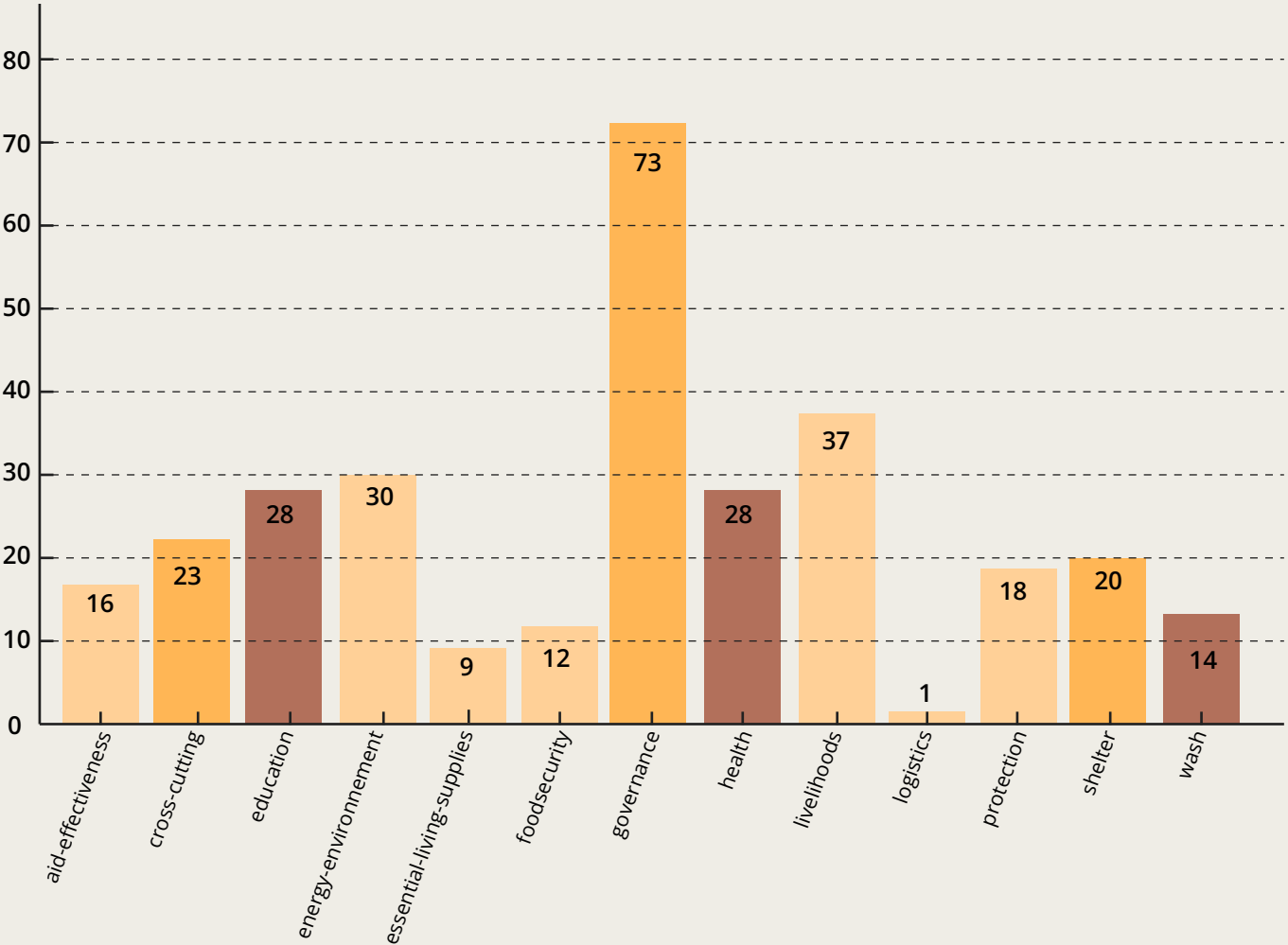
Les autres secteurs – protection, sécurité alimentaire, wash, abri – présentent des volumes plus modestes, mais ils témoignent d'une diversité de défis qui dépassent la simple expression de plainte. Dans plusieurs thématiques, on observe aussi des messages de remerciement et des propositions concrètes. Cela signifie que le mécanisme de feedback joue désormais un rôle plus large qu'un outil de dénonciation : il devient un espace de dialogue, où les communautés reconnaissent les efforts réalisés tout en demandant des améliorations. Ce signal est essentiel pour les acteurs humanitaires comme institutionnels, car il montre qu'une confiance existe, mais qu'elle reste fragile et conditionnée à la capacité de réponse.

Le cas de la logistique, qui ne compte qu'1 seul retour, appelle une attention particulière. Cette faible représentativité peut traduire une incompréhension de la thématique par les communautés, mais aussi un manque de visibilité publique des efforts logistiques. Ce silence ne doit pas être interprété comme un signe de satisfaction, mais comme un angle mort de communication et de redevabilité.

Une lecture transversale des résultats met en évidence un enjeu majeur d'égalité d'expression. Le fait que les hommes soient plus nombreux à envoyer des feedbacks laisse penser qu'ils se sentent davantage concernés par les secteurs décisionnels tels que la gouvernance et les moyens d'existence. À l'inverse, les femmes pourtant directement concernées par l'éducation, la santé et la protection sont moins représentées. Cela montre que les mécanismes de feedback existants ne leur sont pas pleinement adaptés. Cette inégalité d'accès à la parole communautaire rappelle l'importance urgente de mettre en place des stratégies ciblées pour renforcer la participation féminine, notamment via des canaux confidentiels, des espaces dédiés ou des relais communautaires de confiance.

L'ensemble de ces résultats met en lumière trois enseignements clés pour les acteurs humanitaires, gouvernementaux et bailleurs. Premièrement, la gouvernance apparaît comme le principal point de tension, et doit donc devenir une priorité stratégique si l'on veut restaurer la confiance publique. Deuxièmement, les besoins essentiels liés aux revenus, à l'éducation et à la santé restent massifs, ce qui démontre que les défis du quotidien demeurent le premier moteur de mobilisation des communautés. Troisièmement, la dynamique du feedback montre qu'une relation de confiance est en construction, mais toujours fragile : elle nécessite une réponse plus rapide, plus visible et plus adaptée aux attentes différenciées des hommes et des femmes.

Le véritable enjeu, désormais, est d'assurer que la parole des communautés ne se limite pas à un mécanisme d'écoute formelle, mais qu'elle devienne un levier réel de transformation. Réduire les inégalités d'expression, répondre aux inquiétudes récurrentes en matière de gouvernance et garantir que chaque retour informé influence réellement la prise de décision doivent être au cœur des engagements institutionnels. Sans cela, l'espace de participation que les populations s'approprient aujourd'hui pourrait devenir demain un espace de désillusion.



Répartition géographique : une cartographie des voix qui révèle les fractures, les urgences et les zones d'engagement citoyen

La répartition des 163 retours collectés au mois d'octobre offre une lecture très éclairante de la dynamique sociale et sécuritaire en RDC. Les provinces les plus représentées dans les feedbacks sont aussi, sans surprise, celles où les tensions humanitaires, les déplacements internes et les crises multisectorielles sont les plus aiguës. Au sommet, le Nord-Kivu, avec 39 retours, domine largement l'ensemble du pays. Cette surreprésentation s'explique par un contexte bien connu : une province traversée par des conflits prolongés, des vagues massives de déplacements, une crise sécuritaire chronique et des besoins humanitaires parmi les plus élevés du pays. Chaque retour issu du Nord-Kivu est ainsi chargé d'une intensité particulière, il exprime une demande forte d'attention, une urgence ressentie au quotidien, une quête de solutions dans un territoire à la fois résilient et meurtri.

« Depuis l'explosion de la bombe à Kalya, nous avons peur même d'aller au champ. On ne sait pas où ces bombes sont cachées. Nos enfants jouent dehors, et cela nous inquiète beaucoup. Que les autorités viennent sécuriser nos villages pour que nous puissions vivre sans cette peur permanente. »

« je souffre de douleurs persistantes depuis mon AVC et je n'ai plus la force de parcourir de longues distances pour chercher de l'eau. Je vis dans un quartier reculé. Je crains pour ma santé et celle de mes enfants. »

En seconde position, Kinshasa, avec 22 retours, se distingue par la spécificité de ses préoccupations. Contrairement aux provinces de l'Est, la capitale n'est pas touchée par les conflits armés, mais elle concentre les réalités d'un milieu urbain en crise : insécurité sociale, pression démographique, défaillances des services publics, coût de la vie élevé, tensions autour de l'éducation, les inondations, les lamentations sur la qualité du service publique et de l'emploi. Le volume important de retours en provenance de Kinshasa révèle une population plus exposée aux outils numériques, plus habituée à l'expression publique et davantage mobilisée pour interpellier les autorités sur les défis quotidiens de la vie urbaine.

« Je salue l'initiative du gouvernement d'organiser une semaine nationale du climat, que je considère comme une occasion de renforcer la sensibilisation et d'impliquer davantage la jeunesse dans la lutte contre les changements climatiques. »

« Je m'appelle Christelle xxx, âgée de 42 ans et j'habite à Kinshasa. Je souffre d'un cancer du sein depuis plus d'un an. Au début, je n'y croyais pas vraiment, mais après plusieurs examens, le diagnostic est tombé. C'est une épreuve très difficile, surtout à cause du coût élevé des soins et du manque de moyens pour suivre régulièrement le traitement. Mais j'aimerais lancer un appel à l'aide. Beaucoup de femmes comme moi n'ont pas les moyens de se soigner à temps. »

Le Sud-Kivu, avec 21 retours, suit de très près Kinshasa. Tout comme le Nord-Kivu, il combine les effets d'un conflit prolongé, des catastrophes naturelles récurrentes, une économie locale fragilisée et des flambées régulières de maladies hydriques. Les feedbacks provenant du Sud-Kivu témoignent d'un engagement communautaire fort, mais aussi de la fatigue et du poids psychologique accumulé par des années d'instabilité.

« Depuis deux jours, nous avons marché sans repos, fuyant les tirs qui retenaient partout. Nous avons passé la nuit dans la brousse, sans nourriture ni couverture. Les enfants pleurent de faim et de froid. Nous avons tout laissé, même nos habitudes et nos réserves. Je ne sais pas quand nous pourrions rentrer. »

L'Ituri, avec 18 retours, confirme son statut de province parmi les plus critiques en matière de protection des civils. Les communautés y sont confrontées à une insécurité extrême, à des violences intercommunautaires persistantes et à des déplacements massifs qui perturbent tous les aspects de la vie quotidienne, de la scolarité à la sécurité alimentaire. Les retours d'Ituri portent souvent la marque d'une population épuisée, mais déterminée à faire entendre ses besoins.

« Nous rencontrons de nombreux obstacles sur les itinéraires, avec des contrôles et modifications qui nous ralentissent et nous inquiètent. J'espère que les autorités pourront intervenir rapidement pour sécuriser nos déplacements et que ces pratiques cesseront afin que nous puissions travailler et circuler sans peur. »

En descendant dans le classement, on observe un palier significatif : Tanganyika (9 retours), Kongo-Central (7), Maniema (6) et un groupe de provinces ayant chacune 5 retours (Haut-Lomami, Kasai, Lomami, Tshopo). Ces régions présentent des réalités moins médiatisées mais tout aussi critiques : problèmes récurrents d'accès à l'eau potable, détérioration des infrastructures scolaires, baisse de la production agricole, ou encore difficultés de mobilité liées au mauvais état des routes. Leur présence dans le classement, même en nombre réduit, rappelle que les vulnérabilités ne se concentrent pas uniquement à l'Est elles se déploient aussi dans les provinces du centre et du sud, souvent moins couvertes par l'action publique et humanitaire.

« Je suis très contente que ces routes soient réhabilitées. Avant, il nous fallait des heures pour apporter nos récoltes au marché, et beaucoup se perdaient à cause des mauvais chemins. Avec ces travaux, nous pourrions vendre nos produits plus rapidement et améliorer nos revenus. C'est un vrai soulagement pour notre communauté. »

Plus bas encore, des provinces comme Kasai-Central, Kwilu, Haut-Katanga, puis Kasai-Oriental et Équateur, témoignent d'une participation plus faible. Cela est souvent lié à une combinaison de facteurs : une moindre pénétration des outils de communication, des réseaux téléphoniques ou Internet instables, une présence humanitaire réduite, ou encore une culture communautaire moins tournée vers l'expression publique des doléances.

« J'ai dû abandonner mon champ et mon bétail pour sauver ma vie. Aujourd'hui, je survis en coupant du bois pour gagner quelques pièces, mais les maladies et le manque d'eau propre font la vie de plus en plus difficile. Je crains de ne jamais retrouver mes terres. »

« Même si je suis guéri, je sens encore le regard des gens sur moi. Certains voisins ne viennent plus me saluer, certains de mes amis évitent de me parler, et il m'est difficile de participer aux activités communautaires. Chaque jour est un combat contre le rejet. J'appelle les associations et les dirigeants de notre communauté à m'aider à me réinsérer ».

Rapports Sensibles – RDC

Aperçu du nombre et de la démographie

En octobre, un total de 22 rapports sensibles ont été collectés par APL-RDC lors de ses activités de suivi auprès des communautés dans différentes régions de la République démocratique du Congo et soumis via la plateforme Loop. Ces retours reflètent une large gamme de préoccupations en matière de protection, des niveaux élevés d'insécurité, des violations des droits humains, des lacunes dans la prestation des services et des besoins humanitaires urgents. Certains rapports ont été désignés comme sensibles car ils contenaient des informations sur des incidents liés à la sécurité, tels que des assassinats, des attaques armées et des menaces impliquant des acteurs étatiques ou non étatiques.

Genre et âge

Parmi les 22 rapports sensibles, 82 % ont été soumis par des hommes (18) et 18 % par des femmes (4). En termes d'âge, un rapport a été soumis par un enfant de moins de 18 ans et onze par des adultes âgés de 30 à 59 ans. Les autres auteurs (45 %) n'ont pas précisé leur âge. Aucun retour sensible n'a été soumis par de jeunes adultes âgés de 18 à 29 ans ni par des personnes âgées de 60 ans et plus.

Handicap, minorités et vulnérabilité

Aucun retour sensible n'a été reçu ce mois-ci de la part de personnes s'identifiant comme ayant un handicap.

Ce mois-ci, 5 rapports sensibles ont été soumis par des personnes déplacées provenant de zones touchées par le conflit au Nord et Sud-Kivu ainsi qu'en Ituri. Les retours mettent en évidence l'impact continu de l'insécurité sur les populations déplacées internes, notamment le traumatisme, la séparation familiale et la perte de moyens de subsistance. Les retours provenant de Masisi et Djugu ont souligné le besoin de soutien en santé mentale, tandis que ceux d'Irumu et Mangina ont mis en avant la panique, les blessures et les difficultés liées à la fuite des zones dangereuses. Globalement, ces retours soulignent l'urgence de fournir protection, assistance psychosociale, soutien aux familles touchées par le déplacement et appui aux moyens de subsistance des communautés déplacées dans l'est de la RDC.

Localisation

Géographiquement, les 22 rapports sensibles proviennent de plusieurs provinces de la République démocratique du Congo. La majorité provenait de l'Ituri (36 %) et du Nord-Kivu (27 %), reflétant la forte concentration d'insécurité et de déplacements dans ces zones touchées par le conflit. Le Tshopo (18 %) et le Sud-Kivu (9 %) ont également contribué de manière notable, tandis que de plus petits nombres de rapports ont été reçus du Bas-Uele (5 %) et du Kasai-Central (5 %), soulignant des problématiques plus localisées dans ces provinces.

Les principaux territoires affectés incluent Masisi, Irumu, Mangina, Djugu, Lubero, Ubundu, Mahagi, Walikale, Mwenga, Ango et Kananga.

Type de retours sensibles

Les principales préoccupations soulevées dans les retours concernent la violence, les déplacements et les attaques. Les communautés des territoires tels que Masisi, Irumu, Mangina, Djugu, Walikale et Lubero ont signalé une peur et une panique généralisées, des blessures, des décès, des destructions de biens et des perturbations des activités quotidiennes.

Le déplacement reste un problème majeur, les familles étant contraintes de fuir leur domicile, laissant souvent derrière elles leurs biens et se retrouvant séparées de leurs enfants ou d'autres membres de la famille, comme observé à Irumu, Djugu, Masisi, Ubundu et Mwenga. L'impact psychologique et émotionnel est important, de nombreuses personnes rapportant des traumatismes et du stress et exprimant un besoin urgent de soutien psychosocial et de santé mentale.

Les retours mettent également en évidence la perturbation des moyens de subsistance et des services essentiels. L'insécurité a limité l'accès à la nourriture, aux soins de santé et à l'éducation, tandis que les activités économiques ont été gravement affectées dans des zones telles que Kananga, Kisangani, Mahagi et Mangina. Les communautés ont signalé que l'agriculture, les marchés locaux, le commerce et les petites entreprises ont été perturbés en raison de la peur, des déplacements et de la destruction des biens. Les agriculteurs ne peuvent pas travailler leurs champs en toute sécurité, les commerçants sont confrontés à des pillages ou à des restrictions de circulation, et les activités des marchés ont ralenti ou cessé complètement, réduisant les revenus des ménages et l'accès aux biens essentiels.

Certains retours ont mis en évidence des besoins à plus long terme en matière de soutien et de justice. Un rapport, provenant de Kisangani dans le Tshopo, a souligné le besoin de soutien financier pour les victimes des conflits passés à travers le FRIVAO (Fonds de Réparation des Victimes d'Atrocités et d'Ouvrages), appelant à une compensation rapide et au respect des droits des victimes pour les individus et familles ayant subi des pertes ou dommages lors des affrontements violents à Kisangani en 2000. Un autre rapport, provenant de Fataki dans le Djugu, a demandé des enquêtes approfondies sur les crimes graves afin d'assurer la responsabilité et de prévenir d'autres dommages. Ces retours illustrent le souhait des communautés de bénéficier à la fois d'un soutien matériel et de justice, en complément des interventions humanitaires.

En réponse à ces défis, les populations affectées ont appelé à des interventions immédiates pour rétablir la sécurité et le soutien. Les demandes incluent le renforcement de la protection des civils, la fourniture d'un soutien psychosocial, l'assistance aux familles déplacées, y compris l'hébergement et la réunification familiale, ainsi que des mesures pour rétablir les moyens de subsistance et l'accès à l'éducation et aux services essentiels. Dans l'ensemble, ces retours soulignent l'urgence d'efforts humanitaires et de protection coordonnés pour faire face à l'insécurité persistante et à son impact sur les populations vulnérables.



Action for Peace and liberty

Website: www.apliberty.org

E-Mail: aplrdc@gmail.com

+1 (587) 894 9969

Adresse : RDC, SUD-KIVU, BUKAVU